



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES













ACCORD-CADRE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Mise en œuvre et maintenance du futur Système
d'Information Patrimonial (SIPI)**

Consultation n°25FSN014

Université Grenoble Alpes
DSIM
CS 40700
38058 GRENOBLE cedex 9

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mise en œuvre et maintenance du futur Système d'Information Patrimonial
	Mode de passation	Procédure avec négociation
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Avec
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	10 ans
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	5
6 - Durée et délais d'exécution.....	6
6.1 - Durée du contrat et justification.....	6
6.2 - Délais d'exécution.....	6
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix	7
7.2 - Modalités de variation des prix.....	7
8 - Garanties financières	8
9 - Avance.....	8
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
10 - Modalités de règlement des comptes.....	9
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement.....	10
10.4 - Paiement des cotraitants.....	10
10.5 - Paiement des sous-traitants	11
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations	12
12.1 - Vérifications	12
12.2 - Livraison.....	12
12.3 - Mise en Ordre de Marche	12
12.4 - Vérification d'Aptitude	12
12.5 - Vérification de Service Régulier	13
12.6 - Décision après vérification	13
13 - Garantie des prestations.....	13
14 - Maintenance.....	13
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
16 - Pénalités.....	16
16.1 Généralités.....	16
16.2 pénalités applicables.....	17
17 - Assurances.....	25
18 - Clause de réexamen	25
19 - Résiliation du contrat.....	26
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	26
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
20- Règlement des litiges et langues.....	26
21- Dérogations.....	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mise en œuvre et maintenance du futur Système d'Information Patrimonial.

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il correspond pour partie à un marché à tranches et pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché à tranches » concerne la mise en œuvre et la maintenance des modules.

Elle se décompose ainsi :

Tranche ferme : Mise en œuvre et maintenance du noyau applicatif, du module de GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur) et du module de gestion administrative et financière.

La tranche ferme comporte trois phases :

Phase 1 : Mise en œuvre et maintenance du noyau applicatif ;

Phase 2 : Mise en œuvre et maintenance du module de GMAO ;

Phase 3 : Mise en œuvre et maintenance du module de gestion administrative et financière.

Tranche optionnelle 1 : Mise en œuvre et maintenance du module énergie ;

Tranche optionnelle 2 : Mise en œuvre et maintenance du module gestion des espaces.

La partie « accord-cadre à bons de commande » concerne les prestations complémentaires de services.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché à tranches et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Ces besoins seront formalisés et donneront lieu à des devis conformément aux stipulations de l'article 4.1.2 « prestations de service complémentaires- BPU » du CCTP.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le bordereau des prix (BPU et DPGF) ;
- L'offre technique comprenant notamment le mémoire technique remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :
 - La qualité du logiciel proposé ;
 - L'équipe dédiée ;
 - La méthodologie d'accompagnement au déploiement de la solution, de reprise des données ;
 - Les mesures environnementales.
- Le calendrier prévisionnel détaillé de mise en œuvre pour la totalité des tranches pour la solution retenue remis par le candidat.

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Le titulaire doit respecter les stipulations relatives à la protection des données à caractère personnel mentionnées dans l'article relatif à la protection des données à caractère personnel (DCP) du cahier des clauses techniques particulières.

5 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis au respect des normes en matière de protection de la main d'œuvre et conditions de travail conformément à l'article 6 du CCAG-TIC.

Le titulaire informe les sous-traitants de leur soumission à ces obligations et demeure seul responsable en cas de manquement.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat et justification

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 10 ans à compter de sa date de notification. La maintenance évolutive et corrective des modules ne peut se prolonger au-delà de cette durée.

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant :

Il n'y aura pas de remise en concurrence périodique au vu des investissements consentis par le pouvoir adjudicateur pour implémenter la solution du titulaire et de son phasage de déploiement dans le temps. A noter que la seule phase de déploiement de l'outil est estimée à 4 années, hors déploiement des tranches optionnelles. Il n'est donc pas envisagé de remettre en concurrence au terme de 4 ans de marché ; de la même manière, la maintenance - sur laquelle l'éditeur aura l'exclusivité - ne fera pas l'objet d'une remise en concurrence périodique.

6.2 - Délais d'exécution

Pour la partie « marché à tranches »

Tranche ferme : Pour le déploiement, le délai d'exécution de la tranche ferme est de 4 ans maximum. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat, valant ordre de commencer les prestations de la phase 1. L'exécution des phases 2 et 3 débute à compter de la date fixée dans l'ordre de service, prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la phase concernée qui devra intervenir au moins un an avant la fin de la tranche ferme.

Pour les prestations forfaitaires de maintenance, le délai d'exécution part de la notification du marché jusqu'à la fin de l'accord-cadre pour la phase 1; pour les phases 2 et 3, le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Tranche optionnelle 1 : L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée dans l'ordre de service, prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche optionnelle 1. Pour le déploiement, le délai d'exécution de la tranche optionnelle 1 est d'un an maximum à compter de la date de début fixée dans l'ordre de service. Pour la maintenance, le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Tranche optionnelle 2 : L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée dans l'ordre de service, prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche optionnelle 2. Pour le déploiement, le délai d'exécution de la tranche optionnelle 2 est d'un an maximum à compter de la date de début fixée dans l'ordre de service. Pour la maintenance, le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer l'exécution des tranches optionnelles sont indiqués ci-après, à dater de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranches optionnelles	Délai limite d'affermissement à compter de la date de notification de l'accord-cadre
TO n° 1 : Mise en œuvre et maintenance du module énergie	8 ans
TO n° 2 : Mise en œuvre et maintenance du module gestion des espaces	8 ans

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande » :

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix

Pour la partie « marché à tranches »

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais relatifs aux déplacements, les prestations prévues dans le forfait, la garantie, la maintenance évolutive et corrective, la participation aux réunions, l'ensemble des frais d'hébergement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, l'hébergement Cloud le cas échéant, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Pour la partie à bons de commande :

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires contenus dans le bordereau des prix.

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais relatifs aux déplacements, la participation aux réunions, l'ensemble des frais d'hébergement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

7.2 - Modalités de variation des prix

Pour la partie « marché à tranches » :

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres finales. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables pour chaque tranche et chaque phase à la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = \text{SYN REV (d-3)} / \text{SYN REV (o)}$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC».

Pour la partie à bons de commande (BPU : prestations complémentaires)

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres finales. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix du BPU relatifs aux prestations complémentaires sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + (0,85 \times (S / SO)))$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé ;
- P0 = prix initial ;
- S = dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC au jour de la révision ;
- S0 = valeur de l'indice SYNTEC de la date d'établissement des prix (date limite de remise des offres).

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC».

Modalités de transmission des révisions de prix : le titulaire devra transmettre le BPU révisé au pouvoir adjudicateur (service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr), **au moins 30 jours calendaires avant la date de chaque période de reconduction** (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut, aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

8 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour la partie « marché à tranches », lorsque le montant initial de cette partie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour la partie « accord-cadre à bons de commande », pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.
- 5,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande » si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure

à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la partie « marché ordinaire », ou 65,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Pour la partie à prix forfaitaire relative aux « prestations de mise en œuvre des tranches », le règlement est effectué de la manière suivante :

Tranche ferme :

- Phase 1 « noyau de l'application » :
 - 10 % à la livraison
 - 40 % après la mise en ordre de marche
 - 30 % après la vérification d'aptitude
 - 20 % après la vérification de service régulier
- Phase 2 : module GMAO
 - 10 % à la livraison
 - 40 % après la mise en ordre de marche
 - 30 % après la vérification d'aptitude
 - 20 % après la vérification de service régulier
- Phase 3 : module gestion administrative et financière
 - 10 % à la livraison
 - 40 % après la mise en ordre de marche
 - 30 % après la vérification d'aptitude
 - 20 % après la vérification de service régulier

Tranche optionnelle 1 : module énergie

- 10 % à la livraison
- 40 % après la mise en ordre de marche
- 30 % après la vérification d'aptitude
- 20 % après la vérification de service régulier

Tranche optionnelle 2 : module gestion des espaces

- 10 % à la livraison
- 40 % après la mise en ordre de marche
- 30 % après la vérification d'aptitude
- 20 % après la vérification de service régulier

Pour la partie à prix forfaitaire relative aux « prestations de maintenance des tranches » (maintenance évolutive et corrective des modules), le règlement des prestations est effectué à terme à échoir sur la base d'une facture annuelle établie par le titulaire. Pour chaque phase de la tranche ferme et pour chaque tranche optionnelle, la facture annuelle doit être envoyée au début du premier mois d'exécution. Pour rappel, l'accord-cadre est conclu pour une durée de 10 ans (à compter de sa date de notification), au-delà de laquelle la maintenance des modules ne peut se prolonger. Ainsi, le titulaire devra établir la dernière facture concernant la maintenance des modules au prorata du nombre de mois restant avant la fin de l'accord-cadre.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois).

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est

effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). La partie « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Responsable de contrat :

Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir un interlocuteur unique et identifié agissant en qualité de « Responsable de Contrat » et qui sera le garant de la bonne exécution des prestations et du respect des engagements contractuels liés à ce marché. Pendant toute la durée du contrat, le Responsable de Contrat assure la coordination de l'ensemble des prestations faisant partie du périmètre contractuel. Il est notamment garant du traitement des incidents.

Chef de projet

Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir un interlocuteur unique et identifié agissant en qualité de « Chef de projet » et qui sera le garant du bon déploiement du logiciel. Pendant toute la durée de ce déploiement, il assure la planification et la réalisation de l'ensemble des opérations techniques faisant partie du périmètre contractuel et est l'interlocuteur privilégié de l'équipe projet tant sur les aspects fonctionnels que techniques.

Intervenants

Les prestations doivent être réalisées par les membres de l'équipe d'intervenants dont les profils ont été transmis par le titulaire dans son offre. Le titulaire veille à affecter à la réalisation des prestations un intervenant désigné dans son offre.

Remplacement

Si le responsable de contrat ou le chef de projet ou l'un des intervenants affectés dans l'offre n'est plus en mesure de remplir sa mission et ce pour une raison majeure (démission, maladie, etc.), le titulaire doit en aviser immédiatement l'UGA par mail ou lettre recommandée avec avis de réception, si possible au moins 10 jours ouvrés avant la mise en œuvre de ce changement. Le nouvel intervenant doit être proposé dans les plus brefs délais.

- Pour le responsable de contrat le titulaire communique son nom et ses coordonnées ;
- Pour le chef de projet et les autres intervenants, le titulaire doit transmettre le CV détaillé (formations, expériences, diplômes...) du nouvel intervenant proposé.

Le pouvoir adjudicateur vérifie l'adéquation du profil et des compétences de l'intervenant proposé au regard du profil de l'intervenant remplacé qui a été décrit en amont par le titulaire au moment de la remise de son offre. Le profil de l'intervenant proposé doit être à minima équivalent au profil de

l'intervenant remplacé et ce afin de respecter l'engagement pris par le titulaire au moment de la remise de son offre qui lui a permis, suite à l'analyse des offres par le pouvoir adjudicateur, d'être titulaire de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences nécessaires. Aucun intervenant ne peut être affecté à la réalisation des prestations tant qu'il n'a pas été agréé par le pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour proposer un nouveau remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de plus de 3 remplaçants consécutifs par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG TIC.

En cas de difficulté d'exécution, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander le remplacement de l'intervenant par mail ou courrier avec accusé de réception. Le titulaire propose un remplaçant dans les mêmes conditions que celles évoquées ci-dessus.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison du module ou de la fonctionnalité concernés conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC. Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

12.2 - Livraison

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, la livraison consiste en la mise à disposition / installation de l'environnement de test conforme aux prescriptions de la solution aux administrateurs. Elle sera le point de départ des opérations de vérifications suivantes.

12.3 - Mise en Ordre de Marche

La mise en ordre de marche a pour but de vérifier la bonne mise à disposition / installation de l'environnement d'exploitation conforme aux prescriptions de la solution aux administrateurs. Elle comprendra le paramétrage, la reprise des données et la documentation.

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, le titulaire dispose de 90 jours à compter de la date de livraison de l'environnement de test pour effectuer la mise en ordre de marche de ce module, par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Si la mise en ordre de marche est validée par le pouvoir adjudicateur, il est procédé à la vérification d'aptitude.

12.4 - Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche du module. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

12.5 - Vérification de Service Régulier

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, la vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérification de service régulier est de 90 jours calendaires par dérogation à l'article 32.4 du CCAG TIC. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément du module ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

12.6 - Décision après vérification

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

13 - Garantie des prestations

Pour chaque tranche et chaque phase de la tranche ferme, les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an, conformément à l'article 36 du CCAG-TIC, dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Le titulaire garantit la conformité du logiciel et de son application aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché. A ce titre pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement du logiciel ou de son application par rapport aux spécifications du marché selon les délais mentionnés à l'article « engagement de délais de résolution » du cahier des clauses techniques particulières (chapitre « suivi de qualité des outils et délai de résolution des anomalies »).

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur. La correction est effectuée gratuitement. Pour l'application du présent article, le pouvoir adjudicateur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par le pouvoir adjudicateur.

Au terme de la réparation ou de la mise au point, le titulaire procède à tous les tests nécessaires de nature à prouver que le logiciel et son application ne présentent plus le dysfonctionnement objet de la demande d'intervention et d'une manière plus générale, que les performances et spécifications techniques sur lesquelles le titulaire s'est engagé sont atteintes.

La garantie couvre les frais éventuels de déplacement du personnel, le temps-homme nécessaires à la résolution des anomalies ainsi que l'ensemble des coûts logiciels que la résolution peut induire.

14 - Maintenance

Pour chacun des modules, les prestations feront l'objet d'une maintenance au sens de l'article n°38 du CCAG-TIC (à savoir préventive, corrective, évolutive et adaptative - ci-après dénommée « maintenance ») assurée par le titulaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre sans pouvoir excéder la durée de l'accord-cadre qui est de 10 ans à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le point de départ de cette maintenance est :

- Pour la phase 1 de la tranche ferme : la date de notification du marché valant ordre de service de commencer les prestations de la phase 1 ;
- Pour les phases 2 et 3 de la tranche ferme : la date de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la phase concernée ;
- Pour les tranches optionnelles 1 et 2 : la date de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations de la tranche concernée ;

Les conditions de cette maintenance sont définies aux articles 38 et 39 du CCAG-TIC.

Etant entendu que le titulaire garantit la conformité de la solution et de son application aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché, il corrigera sans surcoût pendant la durée du marché toute anomalie de fonctionnement du logiciel ou de son application par rapport aux spécifications du marché, selon les délais mentionnés à l'article « engagement de délais de résolution » du cahier des clauses techniques particulières (chapitre « suivi de qualité des outils et délai de résolution des anomalies »).

Pour l'application du présent article, le pouvoir adjudicateur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par le pouvoir adjudicateur.

Au terme de la réparation ou de la mise au point, le titulaire procède à tous les tests nécessaires de nature à prouver que le logiciel et son application ne présentent plus le dysfonctionnement objet de la demande d'intervention et d'une manière plus générale, que les performances et spécifications techniques sur lesquelles le titulaire s'est engagé sont atteintes.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le régime des droits de propriété intellectuelle des prestations objet du présent accord-cadre doit être compatible avec les objectifs développés dans le CCTP. Les clauses de propriété intellectuelle s'interprètent au regard de ces objectifs.

15.1 Étendue des droits concédés sur les licences

Le Titulaire de l'accord-cadre concède au pouvoir adjudicateur, pour le monde entier, et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utilisation non exclusif du logiciel objet de l'accord cadre et de la documentation afférente, au sens de l'article L.122-6-1 du code de la propriété intellectuelle.

Le pouvoir adjudicateur peut transférer les droits d'usages acquis selon les modalités de l'article 15 du présent CCAP.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché demeurent licenciés de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats et les connaissances antérieures, qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.

15.2 Disponibilité des codes sources

15.2.1 Accessibilité

Des connaissances antérieures sont susceptibles d'être utilisées pour répondre aux besoins du pouvoir adjudicateur (ex. code source préexistant utilisé pour réaliser une fonctionnalité sans tout redévelopper). Les conditions d'accès aux sources seront décrites dans les conditions générales de Licence et Maintenance du titulaire.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à livrer les codes sources applicatifs et à les rendre accessibles sans restriction d'accès, dans le cadre d'un co-développement ou d'une cessation définitive de maintenance.

15.2.2 Cessation définitive de la maintenance

En cas de cessation définitive de la maintenance par le Titulaire, pour quelque cause que ce soit, pour un ou plusieurs modules, sous réserve d'un préavis de trois mois, le Titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur une copie du code source de base du module résilié ainsi que l'ensemble de la documentation de référence associée, correspondant à la version prévue au profit du pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché, sauf dans l'hypothèse où le Titulaire désigne un tiers pour exécuter la prestation de maintenance à sa place.

Le code source de base sera fourni au pouvoir adjudicateur « en l'état » à des fins de correction uniquement. Le pouvoir adjudicateur devra respecter la plus stricte confidentialité en relation avec le code source de base et s'engage à ne pas utiliser ledit code pour des fins autres que la correction des dysfonctionnements et d'utilisation du module conformément aux conditions du présent accord-cadre et de la documentation de référence.

15.2.3 Intervention d'un tiers

En cas de désignation d'un tiers par le pouvoir adjudicateur pour exécuter ces opérations de maintenance, le pouvoir adjudicateur devra veiller à ce que ledit tiers se conforme aux conditions de licence et aux obligations de confidentialité stipulées par le présent accord-cadre.

15.3 Propriété des développements spécifiques et du paramétrage

Le pouvoir adjudicateur est propriétaire exclusif de l'ensemble des développements et du paramétrage qu'ils pourront développer ou faire développer sur le progiciel ainsi que de leurs documentations. Concernant les développements et extensions (*add on*) effectués par le titulaire, le titulaire précise dans son offre le régime de propriété intellectuelle applicable. En tout état de cause, le régime de propriété intellectuelle relatifs aux développements spécifiques et aux *add on* développés par le titulaire ne peut avoir pour effet de priver, totalement ou partiellement, le pouvoir adjudicateur de ses droits d'exploitation de la solution. Le pouvoir adjudicateur dispose *a minima* d'un droit d'usage exclusif sur tous les développements et *add on* relevant du périmètre du présent accord-cadre et ce pour la durée des droits d'auteur et pour le monde entier.

En cas de co-développement impliquant une contribution intellectuelle, technique ou financière du pouvoir adjudicateur, les droits de propriété intellectuelle sur les développements co-crésés sont partagés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire selon leur contribution respective, telle que définie dans un accord de co-développement spécifique.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un droit de veto sur toute exploitation commerciale par le titulaire des développements co-crésés auprès de tiers, notamment d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche. En cas d'exploitation commerciale autorisée, le pouvoir adjudicateur peut demander à bénéficier d'une redevance proportionnelle à sa contribution.

Le titulaire s'engage à mentionner explicitement la contribution du pouvoir adjudicateur dans toute documentation ou communication relative aux développements co-crésés.

15.4 Propriété des données

L'ensemble des données intégrées par les entités constitutives du pouvoir adjudicateur dans le logiciel et celles produites par les progiciels sur la base de ces données intégrées sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur.

15.5 Propriété relative aux contenus et aux supports de formations

Le régime attendu de propriété intellectuelle relatif aux supports de formation est le suivant :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire ou de faire reproduire tout ou partie des éléments fournis, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur et ce, sans limitation de nombre ;
- Pour le droit d'adaptation : le droit de traduire ou d'adapter les éléments, en tout ou partie, en toute langue ou en tout langage, le droit de les corriger, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions, de les modifier, assembler, transcrire, arranger, de les transcrire en tout ou

- partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie, vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce, sur tout support ;
- Pour le droit d'exploitation : le droit de rétrocéder gracieusement à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une licence ou tout type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits concédés, à titre temporaire ou définitif ;
 - Pour le droit de représentation : le droit de diffuser ou de faire diffuser tout ou partie des éléments, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, notamment par tout support, notamment, mentionné au présent article, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, aux fins d'effectuer toute forme de traitement ;
 - Pour le droit d'usage : le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre gratuit, les éléments.

16 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, à l'exception des pénalités associées à la prestation d'implémentation, à l'hébergement des données et au non-respect des exigences en matière de sécurité, l'ensemble des pénalités cumulées fixées ci-après sont plafonnées à 50% des frais payés au Titulaire par année.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, certaines pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet et d'autres sans mise en demeure préalable.

16.1 Généralités

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités :

- En cas de retard non imputable au pouvoir adjudicateur, au regard des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé soit sur le fondement des dispositions de l'accord-cadre, soit sur le fondement de son offre.
- En cas de mauvaise qualité de service ou de non-respect des exigences relatives aux prestations à exécuter prévues dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités et réfections seront déduites de la facture présentée par le titulaire.

Toutefois, les pénalités ne sont pas dues dans les cas de retard non imputable au Titulaire. Dans un tel cas, le Titulaire transmet tout élément permettant de justifier son absence de responsabilité au pouvoir adjudicateur, sous pli recommandé.

Le pouvoir adjudicateur prend une décision dans un délai de 2 semaines à compter de la réception de la justification du Titulaire de son absence de responsabilité. Passé ce délai et sans nouvelle de sa part, le pouvoir adjudicateur est réputé l'avoir acceptée.

Les heures ouvrées correspondent à la plage horaire de 08h00 à 19h00 (11 heures par jour). Les jours ouvrés correspondent à la plage hebdomadaire du lundi au vendredi (5 jours par semaines). En raison d'une politique d'astreinte interne, les jours « fériés » ou les fermetures administratives du pouvoir adjudicateur sont considérés comme des jours ouvrés.

16.2 pénalités applicables

A l'exception des pénalités associées à la prestation d'implémentation, à l'hébergement des données et au non-respect des exigences en matière de sécurité, le cumul des pénalités ci-après est plafonné à 50% du montant payé au titulaire par année (ci-après désigné par plafond global).

Fait générateur	Type de pénalité engendrée		Délai accordé au titulaire pour Intervenir	Intitulé de la pénalité	Point de départ de la pénalité	Montant	Avec ou sans mise en demeure préalable restée sans effet	Plafond de la pénalité
Retard dans une réponse au pouvoir adjudicateur (anomalies, clause de réexamen, itération prévue, demande de devis....)	Pénalité de retard		14 jours calendaires à compter de la réception de la demande écrite du pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard pour non réponse à une demande du pouvoir adjudicateur (anomalies, clause de réexamen, itération prévue, demande de devis....)	A partir de 15 jours calendaires à compter de la demande écrite du pouvoir adjudicateur	250 euros par jour ouvré de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global
Retard concernant l'implémentation de la solution	Pénalité de retard		Délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre	Pénalité pour retard dans l'implémentation de la solution	Expiration du délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre	1/200ème de la valeur chiffrée de la prestation d'implémentation par le titulaire dans son offre, par jour de retard	Avec	Pénalité plafonnée à 20% du montant de la prestation d'implémentation
Retard dans la fourniture d'un livrable documentaire	Pénalité de retard		Délai prévu au CCTP	Pénalité pour retard dans la remise d'un livrable documentaire	Expiration du délai prévu au CCTP	Pénalité de 50 € par jour de retard	Avec	Pénalité plafonnée à 500 € par livrable

Changement de localisation de l'hébergement des données en mode Saas sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur		Pénalité forfaitaire		Pénalité pour absence de demande d'autorisation préalable et écrite pour tout changement de localisation	Constat écrit par le pouvoir adjudicateur du manquement	Pénalité forfaitaire de 50 000 € par incident	Sans	Pénalité non plafonnée
Changement de localisation de l'hébergement des données en mode Saas en dépit du refus opposé par le pouvoir adjudicateur ou suite à la mise en demeure du représentant du pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard		A échéance de l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure	Pénalité concernant l'obligation de retour sur un lieu d'exécution validé par le pouvoir adjudicateur	Constat écrit par le pouvoir adjudicateur du manquement	1 000 € par jour ouvré dans la limite de 50 jours ouvrés de retard	Avec	Pénalité non plafonnée Si la limite de 50 jours ouvrés de retard est atteinte, possibilité de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire
Indisponibilité de la solution	Pénalité de retard		Délai de 4 heures à compter du signalement du pouvoir adjudicateur	Pénalité pour indisponibilité de la solution	Signalement écrit par le pouvoir adjudicateur de l'indisponibilité	500 € par heure ouvrée de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global
Anomalies et indisponibilités des outils	Pénalité de retard		Anomalie bloquante : 4 heures ouvrées à compter du signalement	Pénalité pour retard dans la résolution d'une anomalie bloquante	Signalement écrit par le pouvoir adjudicateur d'une anomalie bloquante	250 € par heure ouvrée de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global
	Pénalité de retard		Anomalie majeure : 1 semaine calendaire à	Pénalité pour retard dans la	Signalement écrit par le pouvoir adjudicateur	250 € par jour calendaire	Sans	Pénalité soumise au plafond global

			compter du signalement	résolution d'une anomalie majeure	d'une anomalie majeure			
	Pénalité de retard		Anomalie mineure : 1 mois calendaire à compter du signalement	Pénalité pour retard dans la résolution d'une anomalie mineure	Signalement écrit par le pouvoir adjudicateur d'une anomalie mineure	50 € par jour calendaire	Sans	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS1 « suivi de compte »	Pénalité de retard		Fourniture du rapport de suivi de compte dans un délai maximum de 5 jours ouvrés après la réunion de suivi	Pénalité pour retard dans la fourniture du rapport de suivi de compte	Expiration du délai de 5 jours ouvrés suite à la réunion	100 € par jour ouvré de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
		Pénalité forfaitaire		Pénalité pour absence à une réunion	Constat de l'absence à une réunion sans motif valable	100 € par absence	Sans	Pénalité soumise au plafond global
	Pénalité de retard		Evolution de la solution dans un délai maximum de 45 jours à compter de l'applicabilité d'une nouvelle réglementation	Pénalité de retard dans l'évolution de la solution suite à l'applicabilité d'une nouvelle réglementation	Expiration du délai de 45 jours	100 € par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS2 « hébergement » » certification SECNUMCloud (si hébergement en mode Saas)	Pénalité de retard		Date de fin de la certification SECNUMCloud	Pénalité de retard dans l'obtention du renouvellement de la certification SECNUMCloud	Expiration de la date de fin de la certification SECNUMCloud	100 € par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global

Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS3 « Rupture d'interopérabilité »	Pénalité de retard		Délai maximum de 48 heures ouvrées à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard dans le maintien de l'interopérabilité SIPI/SI UGA	Expiration du délai de 48 heures ouvrées	100 euros par jour de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS4 « Intégration des référentiels UGA »	Pénalité de retard		Délai maximum de 3 mois à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard dans l'intégration des référentiels UGA	Expiration du délai de 3 mois	100 euros par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS5 « Gestion électronique des documents (GED)»	Pénalité de retard		Délai maximum de 1 mois à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard dans l'intégration des données SIPI ciblées dans la GED UGA	Expiration du délai de 1 mois	100 euros par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS9 « Prise en compte de l'organisation de l'UGA »	Pénalité de retard		Délai maximum de 6 mois à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Prise en compte des changements de l'organisation structurelle et logicielle du pouvoir adjudicateur	Expiration du délai de 6 mois	100 euros par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS10	Pénalité de retard		Délai maximum de 48 heures ouvrées à compter de la demande écrite	Pénalité de retard dans le maintien d'une chaîne d'authentification	Expiration du délai de 48 heures ouvrées	100 euros par jour de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global

« Authentification »			de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	approuvée par le pouvoir adjudicateur				
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS11 « Accessibilité »	Pénalité de retard		Délai maximum de 6 mois à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard dans le maintien à minima d'un niveau de conformité AA	Expiration du délai de 6 mois	100 euros par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service "Délai de réponse" IQS12	Pénalité de retard		Délai maximum de 1 semaine ouvrée à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard concernant les réponses adéquates aux audits et contrôle prévus par le pouvoir adjudicateur	Expiration du délai de 1 semaine ouvrée	100 euros par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service "Performances" IQS13	Pénalité de retard		Délai maximum de 24 heures ouvrées à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité pour inadéquation de la solution aux exigences de performance et de disponibilité attendues par le pouvoir adjudicateur	Expiration du délai de 24 heures ouvrées	100 euros par jour de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS14 « support de niveau 3 (titulaire) par une personne physique »	Pénalité de retard		Délai maximum de 24 heures ouvrées à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard pour non respect de la qualité du support de niveau 3	Expiration du délai de 24 heures ouvrées	100 euros par heure ouvrée de retard	Sans	Pénalité soumise au plafond global

Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS15 (utilisation de l'Intelligence Artificielle)		Pénalité forfaitaire	Constat écrit par le pouvoir adjudicateur	Pénalité forfaitaire pour utilisation non conforme de l'IA (e.g, transparence, non entraînement sans consentement du pouvoir adjudicateur, etc).		5 000€ par anomalie constatée	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS15 (utilisation de l'Intelligence Artificielle)	Pénalité de retard		Délai maximum de 1 mois à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard pour utilisation de l'IA (e.g, transparence, non entraînement sans consentement du pouvoir adjudicateur, etc).	Expiration du délai de 1 mois	500 € par jour de retard jusqu'à rétablissement de la situation en cas de non conformité au prerequisite de l'UGA	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Non-respect de l'engagement de qualité de service IQS16 « Compatibilité logicielle »	Pénalité de retard		Délai maximum de 1 mois à compter de la demande écrite de prise en compte par le pouvoir adjudicateur	Pénalité de retard pour compatibilité logicielle intégrale avec Autocad	Expiration du délai de 1 mois	500 euros par jour de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Retard dans le délai de communication de la faille de sécurité aux responsables de	Pénalité de retard		Délai 24 heures maximum à compter du constat de la faille pour informer les	Pénalité de retard concernant la communication de la faille de sécurité aux responsables de traitement et	Expiration du délai de 24 heures	5000 € par jour de retard	Sans	Pénalité non plafonnée

traitement et responsables sécurité			responsables de traitement (RT) et les responsables sécurité du pouvoir adjudicateur (RSSI)	responsables sécurité				
Retard dans les délais de correction de la faille de sécurité et de mise à jour d'un composant technique logiciel ou matériel si la correction d'une faille le nécessite	Pénalité de retard		Délai de 72 heures maximum à compter du constat de la faille	Retard dans la correction de la faille de sécurité et de mise à jour d'un composant technique logiciel ou matériel si la correction d'une faille le nécessite	Expiration du délai de 72 heures	200 € par jour de retard jusqu'à correction effective	Sans	Pénalité non plafonnée
Manquement relatif à la protection des données à caractère personnel		Pénalité forfaitaire		Pénalité relative au manquement relatif à la protection des données à caractère personnel	Constat écrit du pouvoir adjudicateur	250 € par incident constaté	Avec	Pénalité non plafonnée
Retard dans les délais de mise en œuvre de la réversibilité	Pénalité de retard		Délai sur lequel s'est engagé le Titulaire dans son offre, dans la limite de 3 mois minimum avant la reprise du contrat	Pénalité de retard dans les délais de mise en œuvre de la réversibilité	Expiration du délai sur lequel s'est engagé le candidat dans son offre	500 € par semaine calendaire de retard	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Entrave dans la mise en œuvre de tout ou partie des		Pénalité forfaitaire		Pénalité pour entrave dans la mise en œuvre de			Avec	Pénalité soumise au plafond global

opérations de réversibilité ou d'export de données (e.g. SFTP)				tout ou partie des opérations de réversibilité ou d'export de données (e.g. SFTP)	Constat écrit du pouvoir adjudicateur	500 € par incident constaté		
Manquement aux obligations d'assistance et d'appui au titulaire successeur en cas de reprise de contrat ou de fin de contrat		Pénalité forfaitaire		Pénalité pour manquement aux obligations d'assistance et d'appui au titulaire successeur	Constat écrit du pouvoir adjudicateur	5000 € par manquement constaté	Avec	Pénalité soumise au plafond global
Travail dissimulé		Pénalité forfaitaire		Le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié	Constat écrit du pouvoir adjudicateur	5% du montant TTC de l'accord-cadre	Sans	Pénalité soumise au plafond global

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1-1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient au pouvoir adjudicateur, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, le Titulaire dispose d'un délai de 45 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

1. L'intégration bidirectionnelle entre SIPI et SIFAC+, dont le contenu est décrit à l'article 4.4.5.1. Intégration bidirectionnelle entre SIPI et SIFAC+ - Clause de réexamen #1 (tranche ferme/phase 3) du cahier des clauses techniques particulières, pourra être rajoutée en cours d'exécution de l'accord-cadre. Cette modification fera l'objet d'un avenant (clause de réexamen).
2. La mise en œuvre et la maintenance d'un système de gestion des accès (contrôle d'accès, alarme anti-intrusion, clés et badges) dont le contenu est décrit à l'article 4.6.4. Gestion des accès - Clause de réexamen #2 (tranche optionnelle 2) du cahier des clauses techniques particulières pourront être rajoutés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ces modifications feront l'objet d'un avenant (clause de réexamen).
3. La certification SECNUMCloud : six mois avant la date d'expiration de sa certification SECNUMCloud, le titulaire doit se rapprocher du pouvoir adjudicateur pour savoir si les préconisations de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) ont évolué et comment elles doivent être éventuellement suivies d'effet. Les attendus du pouvoir adjudicateur seront ensuite intégrés dans l'accord-cadre sous la forme d'un avenant (clause de réexamen).
4. Interopérabilité avec l'évolution du référentiel BIPER et son extension prévue à la gestion des rôles, susceptibles de soutenir les habilitations logicielles dans le SI UGA, jusque là pilotées manuellement. Cette modification fera l'objet d'un avenant (clause de réexamen).

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire :

1. Si la limite de 50 jours de retard concernant le changement de la localisation de l'hébergement des données en dépit du refus du pouvoir adjudicateur mentionnée à l'article 16 du présent CCAP est dépassée ;
2. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de plus de 3 remplaçants consécutifs par le pouvoir adjudicateur.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20- Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21- Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 12.3 du CCAP déroge aux articles 29 à 32 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication

- L'article 12.5 du CCAP déroge à l'article 32.4 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 50 du CCAG - Technique de l'Information et de la communication